

Une volonté manifeste du pouvoir de mettre fin à la vie d'Oumar Sylla alias Foniké Menguè [Tournons La Page Guinée]

écrit par GuineePolitique© | 3 août 2021



Tournons La Page exprime ses vives inquiétudes concernant l'état de santé d'Oumar Sylla, coordinateur-adjoint de TLP-Guinée et responsable de la mobilisation du Front National pour la Défense de la Constitution. Arrêté à cause de ses opinions, entre le 17 avril et le 27 août 2020 puis le 29 septembre 2020, l'état de santé de Oumar Sylla se dégrade de jour en jour en raison des conditions carcérales très difficiles à la prison centrale de Conakry. Depuis janvier 2021, il a été hospitalisé sept fois.

Après une grève de la faim le 25 décembre 2020 pour exiger la tenue de son procès. Il a mis fin à sa grève le 8 janvier 2021, après que la date de son audience a été programmée. Très faible, il a dû être hospitalisé le jour même. En mars, il a contracté la Covid-19 à cause de la grande promiscuité dans les prisons guinéennes et n'a pu bénéficier d'assistance médicale que sous la pression de l'opinion publique et de ses avocats.

Le 27 juillet, Oumar Sylla a été évacué à l'hôpital de Ignace DEEN où un collège de médecins cardiologues ont exigé son hospitalisation d'urgence et immédiate à cause de la dégradation avancée de son état de santé, deux électrocardiogrammes ayant révélé de sérieux problèmes du cœur et l'impossibilité pour Oumar Sylla de marcher. Mais les autorités guinéennes ont refusé de donner suite à cette injonction des médecins en dépit de l'urgence, des constatations et recommandations des médecins, en maintenant Oumar Sylla en détention. Aujourd'hui 2 août 2021, Oumar Sylla a de nouveau été interné à l'hôpital suite à une crise.

Cette attitude du pouvoir guinéen de refuser les soins de l'activiste montre une volonté manifeste de le laisser mourir. En outre, son épouse craint un risque d'empoisonnement comme l'avaient subi les quatre opposants morts en prison en début d'année.

Tournons La Page exige que le ministère de la justice permette à Oumar Sylla de recevoir les soins dont il a besoin.

La coalition **Tournons La Page Guinée**

Contact Presse : Ibrahima Diallo – pdhguinee2011@gmail.com

L'arrestation d'acteurs de la société civile marque un nouveau tournant autoritaire

en Guinée

écrit par GuineePolitique© | 3 août 2021



Au moins huit membres du Front National de la Défense de la Constitution (FNDC) ont été arrêtés samedi 12 octobre. Les manifestations du lundi 14 octobre ont quant à elles été violemment réprimées. C'est une nouvelle étape franchie par le pouvoir guinéen pour museler toutes les voix critiques aux velléités de changement de la constitution qui permettrait au Président Alpha Condé de s'assurer un 3ème mandat.

Alors que les citoyens étaient appelés à descendre dans les rues ce lundi 14 octobre, l'ACAT, Aide et Action, le CCFD-Terre Solidaire, la CFDT, la CGT, la Plateforme Dette et Développement, la LDH, Survie et Tournons la Page appellent à la libération des militants du FNDC et à une mobilisation des partenaires internationaux, en Europe comme en Afrique, afin que les autorités au pouvoir respectent les libertés fondamentales des citoyens guinéens.

Depuis ce samedi 12 octobre 2019 matin, au moins huit membres du FNDC de Guinée ont été arbitrairement arrêtés par les forces de sécurité au

domicile du Coordonnateur du FNDC, Abdourahmane Sano. Ces arrestations sont intervenues alors que le FNDC avait appelé les Guinéens à manifester pacifiquement ce lundi 14 octobre afin de dénoncer le projet de nouvelle Constitution pouvant permettre au Président Alpha Condé de se maintenir au pouvoir pour un 3ème mandat consécutif.

Le vendredi 11 octobre 2019, vers 20h, alors que le Coordonnateur du FNDC allait animer à son domicile de Conakry une rencontre avec ses collègues, quatre véhicules de policiers et de gendarmes se sont garés devant son domicile. Après une alerte sur les réseaux sociaux, les forces de l'ordre ont quitté les lieux quelques minutes plus tard. La rencontre a été reportée au samedi matin. Lors de cette nouvelle réunion, des éléments des forces de sécurité encagoulées ont fait irruption dans le domicile privé et ont mis aux arrêts les membres du FNDC présents.

"Il s'agit ni plus ni moins d'arrestations arbitraires suivies de détentions au secret" affirme Clément Boursin, responsable Afrique à l'ACAT-France.

Ces arrestations à moins de 48 heures de la manifestation prévue contre la réécriture de la Constitution témoignent d'une volonté de dissuader les citoyens désireux de se joindre pacifiquement à l'appel du FNDC et des organisations de la société civile. Cet acte

arbitraire

illustre l'escalade des tensions politiques en cours en Guinée qui s'est matérialisée par la mort de plusieurs personnes lors des manifestations du 14 octobre.

Ces arrestations arbitraires de militants de la société civile doivent être le déclencheur au niveau international pour que les

partenaires de la Guinée avertissent publiquement les autorités de ce

pays, et en premier lieu son chef de l'Etat, qu'il ne sera toléré aucune

violation des droits et libertés et que les auteurs et responsables de

toute violations graves des droits humains seront dénoncés, sanctionnés

et un jour poursuivis devant la justice.

“Les autorités guinéennes doivent respecter le droit à la liberté d'expression et de manifestation et veiller à ce que les manifestations soient encadrées correctement afin qu'elles puissent se tenir pacifiquement” déclare Laurent Duarte, coordinateur international de Tournons la page.

Nous, syndicats et associations d'Afrique et d'Europe, solidaires du

FNDC et des citoyens guinéens désireux d'éviter toute confiscation du

pouvoir par des stratégies de réformes constitutionnelles :

Demandons au gouvernement guinéen et aux autorités administratives compétentes :

– La libération immédiate et sans conditions des huit membres du FNDC arbitrairement arrêtés et actuellement détenus au secret ;

– Le respect de leurs droits fondamentaux durant leur détention, notamment celui de ne pas faire l'objet de tortures, de peines ou de traitements cruels, inhumains ou dégradants ;

– Le respect des droits constitutionnels à pouvoir s'exprimer librement (article 7) et à manifester pacifiquement (article 10).

Exigeons de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de l'Union Africaine (UA) qu'elles fassent respecter

le protocole additionnel sur la démocratie et la bonne gouvernance de la CEDEAO et la Charte Africaine de la Démocratie des élections et de la gouvernance de l'UA, qui consacrent la limitation des mandats présidentiels dans les Constitutions ;

Interpellons les partenaires extérieurs de la Guinée, en premier lieu l'Union Européenne (UE) et ses Etats-membres, sur la crise démocratique actuelle. Les risques d'une déstabilisation majeure pèsent sur la Guinée et la sous-région. Nous les appelons à condamner publiquement la répression et le coup de force constitutionnel en cours, et de prendre des mesures concrètes afin que les droits et libertés fondamentales de citoyens guinéens soient respectés.

Signataires :

- **Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (ACAT)**
- **Aide et Action**
- **CCFD-Terre Solidaire**
- **CFDT**
- **CGT**

- Plateforme Dette et développement (et ses organisations membres)
 - Ligue des Droits de l'Homme
 - Survie
 - Tournons la page (et ses organisations membres)
-

Seules des élections libres et transparentes peuvent assurer l'avenir démocratique en Afrique (Communiqué)

écrit par GuineePolitique© | 3 août 2021



Présent à Niamey du 1er au 4 octobre 2019, à l'occasion du Sommet sur le « Constitutionnalisme pour la consolidation démocratique en Afrique » organisé par le National Democratic Institute (N.D.I), le mouvement Tournons la page félicite le Président de la République du Niger Mahamadou ISSOUFOU pour son attachement au respect de la limitation des mandats et son engagement à organiser des élections présidentielles de 2021 libres et transparentes. Tournons la Page se félicite de ce que son appel à l'alternance démocratique soit entendu par M. ISSOUFOU après une période de remise en cause de l'espace civique marquée par le harcèlement des militants pro-démocratie. Le chef d'Etat nigérien et les anciens Présidents

présents à Niamey doivent continuer de promouvoir le principe d'alternance démocratique, acquis indispensable à la paix et au développement de l'Afrique.

Le mouvement « Tournons la page » prend activement part à ce Sommet de haut-niveau aux côtés de plusieurs anciens Chefs d'Etat dont le Béninois Nicéphore Soglo, le Nigérian Jonathan Goodluck, la Centrafricaine Catherine Samba-Panza et le Nigérian Mahamane Ousmane et aux côtés d'activistes et journalistes africains. Lors de la cérémonie d'ouverture, le Président M.Issoufou a indiqué que quitter le pouvoir pacifiquement en 2021, à la fin de son second et dernier mandat légal, serait sa plus belle réalisation. Offrir au Niger, sa première passation pacifique du pouvoir entre deux Présidents élus, est en effet un exemple à saluer. Alors que le bilan de l'alternance pacifique au pouvoir est mitigé sur le continent africain.

Au-delà de cet engagement, TLP invite le Président à tout faire pour assurer un processus électoral libre et transparent en 2021 car la transition démocratique ne peut reposer que sur la mise en place d'un cadre électoral inclusif et équitable. Par ailleurs, de la République du Niger en sa qualité de Président en exercice de la CEDEAO et hôte du sommet sur le Constitutionnalisme à de tout faire pour convaincre les autres leaders de la sous-région à se plier à l'exigence démocratique de la limitation des mandats. Le développement de l'actualité politique en Guinée nous oblige à lancer cet appel et rappeler qu'il est encore temps d'agir d'écouter le désir d'alternance démocratique exprimé par le peuple guinéen. Il nous faut insister que le non-respect des dispositions constitutionnelles et le refus d'alternance est une source d'instabilité et de conflits sur un continent déjà trop meurtri par la violence.

Tournons la Page félicite les anciens Chefs d'Etats présents au Sommet pour leurs actes ayant permis des passations de pouvoir pacifiques et démocratiques dans leurs pays

respectifs. Notre mouvement les invite plus que jamais à partager leurs expériences aux Chefs d'états qui s'accrochent encore au pouvoir et de leur rappeler qu'une autre vie est possible après la présidence.

Tournons la page est reconnaissant au NDI et aux autres partenaires du sommet pour la tenue de cet événement qui nous a permis de porter encore plus haut les demandes légitimes des jeunes, des femmes, et de tous les citoyens africains pour une Afrique débarrassée des dynasties au pouvoir.

Pour qu'il en soit ainsi, Tournons la page demande aux chefs d'Etats Africains en général et à ceux qui connaissent qui ne se sont pas encore approprié le principe de l'alternance démocratique en particulier :

- **De renoncer aux changements des constitutions pour se maintenir au pouvoir.**
- **De mettre en place des conditions qui permettent l'alternance démocratique en s'abstenant de toutes manœuvres qui pourraient empêcher la tenue d'élections libres, transparentes et crédibles ;**
- **de relancer le dialogue politique véritablement inclusif partout où cela s'impose en dépassant les points de tensions sur les processus électoraux et d'impliquer toutes les parties à s'investir pour des élections sans heurts ;**
- **Inciter les citoyens africains, en particulier les jeunes et les femmes, à s'inscrire massivement sur les listes électorales afin que les institutions mises en place puissent bénéficier d'une légitimité forte auprès des populations ;**
- **Garantir les libertés fondamentales de toutes les parties prenantes au processus électoral et notamment de la société civile, garante d'un processus électoral de qualité.**

En Afrique, comme ailleurs, il n'y a pas de démocratie sans

alternance !

Tournons La Page est un mouvement citoyen qui entend rassembler le plus largement possible autour d'une vision et des valeurs communes de respect des droits humains fondamentaux et des principes démocratiques.

Lire tournonslapage.com